ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

ARC

A BAS TOUTES LES ARMÉES DE LA BOURGEOISIE !

M 6189 - 1358 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1358 - 15 juillet 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

À BAS TOUTES LES ARMÉES DE LA BOURGEOISIE !

Comme habituellement, le 14 juillet est placé sous le signe du militarisme avec son traditionnel défilé militaire.

Mais cette année la présence de soldats allemands de l'Eurocorps déchaîne les polémiques.

Giscard en était au bord des larmes ! Des larmes de crocodile, bien sûr, puisqu'il trouve par ailleurs tout à fait normal que l'Allemagne redevienne une puissance militaire à part entière et que son armée puisse intervenir aux quatre coins de la planète, tout comme l'armée française. Ceux qui justifient cela mais feignent de se lamenter sur le défilé symbolique d'une poignée de soldats sont évidemment de fieffés hypocrites.

Quant au Parti Communiste, il a sûrement raison de dire que ce ne sont pas les défilés militaires qui peuvent exprimer la fraternité entre les peuples. Il y a d'autres façons de fraterniser, c'est certain.

Mais lorsque après la guerre le PCF était puissant, avait plusieurs ministres au gouvernement, dont Tillon, ministre de l'Air, et Thorez, ministre d'Etat, pourquoi n'intervenait-il pas lorsque l'armée française, qui massacrait en Algérie, à Sétif, comme à Madagascar et se lançait dans la guerre d'Indochine, défilait sur les Champs-Elysées, avec en son sein la Légion étrangère comprenant nombre d'anciens SS dont les "compétences" furent utilisées dans les sales guerres coloniales de la France ?

C'est que le PC proteste contre la présence de soldats allemands au nom du patriotisme, du militarisme français par opposition au militarisme allemand.

Mais les atrocités commises par l'armée allemande n'effacent pas celles de l'armée française.

L'armée française c'est le bras droit de l'impérialisme français, elle sert ses intérêts aux quatre coins du monde, c'est-à-dire les intérêts de ses trusts et de ses marchands de canons. Aujourd'hui encore, elle soutient des régimes honnis de leur peuple, en particulier en Afrique, au point de s'être rendue complice du génocide du Rwanda, avant d'envoyer des troupes, tout simplement parce que les auteurs du génocide sont en train de perdre la guerre.

Les généraux français représentent-ils plus les intérêts des travailleurs et les intérêts des peuples en général que le général allemand qui dirige l'Eurocorps ?

Alors, s'indigner de la présence de militaires allemands dans le défilé et rappeler les crimes de l'armée allemande, sans rappeler aussi les crimes de l'armée française, c'est faire croire que l'armée française serait au service des intérêts de la population, alors qu'elle est au service des intérêts des exploiteurs.

L'intérêt des travailleurs c'est au contraire d'affirmer que "les prolétaires n'ont pas de patrie". "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous" , disait Marx. C'est aujourd'hui encore la seule issue, non seulement pour la classe ouvrière, mais pour l'humanité tout entière, si l'on veut sortir de cette société de crise, en pleine barbarie sur la moitié de la planète.

Alors oui, nous sommes contre tous les militarismes et contre tous les défilés, y compris ceux de l'armée française. Et d'ailleurs l'armée allemande ne s'est pas livrée, bien que provisoirement sans doute, comme l'armée française, à des expéditions coloniales incessantes depuis 40 ans.

Et lorsque les exploiteurs font endosser l'uniforme aux travailleurs, rappelons-nous plutôt que ce n'est jamais un uniforme "français", ou un uniforme "allemand", mais que c'est l'uniforme de la bourgeoisie, l'uniforme de l'impérialisme.

Et pour paraphraser Georges Brassens : "Le jour du 14 juillet, restons dans notre lit douillet, le défilé qui marche au pas, cela ne nous regarde pas".

A bas toutes les armées de la bourgeoisie, quelle que soit la couleur de leurs uniformes, et à bas leurs défilés !

Rwanda

HORS DU RWANDA, LES TROUPES IMPÉRIALISTES FRANÇAISES !

■ Une fois de plus, Mitterrand et Balladur se sont partagé le travail pour plaider la cause de l'intervention française au Rwanda. Tandis que le premier à Naples sollicitait l'appui des grandes puissances réunies à l'occasion du "G7", le second s'envolait pour les Etats-Unis afin de négocier avec le Conseil de sécurité de l'ONU. Le problème pour les porte-parole de l'impérialisme français, c'est qu'en dépit de leurs déclarations faisant état d'un large soutien, des grandes puissances aux pays africains, bien peu de gouvernements ont accepté de participer à leur intervention "militaro-humanitaire". Du coup, comme l'a expliqué Mitterrand avec une pointe d'amertume, *"la France fait face à ce problème avec bien peu de concours, à l'exception de quelques Sénégalais".*

Sur le terrain, le FPR conserve l'avantage face aux troupes gouvernementales, et semble s'orienter vers la constitution d'un gouvernement dit d'union nationale. Il a d'ailleurs appelé certains représentants de l'armée rwandaise à négocier, tout en écartant par avance le chef d'état-major, le général Bizimungu.

De son côté, Twagiramungu, le Premier ministre désigné dans le cadre des accords d'Arusha, intervenus l'année dernière et qui n'ont pas été respectés, laisse entendre qu'il pourrait *"avec les survivants des partis d'opposition, reconstituer un gouvernement de transition, mais (que) le MRND (parti de l'ex-président Habyarimana), qui a failli aux accords d'Arusha et constitué les milices meurtrières, est disqualifié"*. Le FPR soutient sa démarche. Mais pour l'instant rien ne transparaît des négociations secrètes que mènent les chefs militaires, les politiciens rwandais et les représentants de l'impérialisme, français en particulier. Mais il n'est pas impossible qu'après avoir soutenu le régime d'Habyarimana face au FPR, l'impérialisme français cherche un compromis avec les représentants de ce dernier.

Des milliers de civils au bord de la famine

En attendant, les populations continuent à faire les frais de la situation, et bien que Juppé parle d'"évolutions favorables", l'intervention militaire française n'a rien réglé, bien au contraire. Selon la Croix Rouge *"l'atroce tragédie n'est pas terminée... L'exécution systématique de civils se poursuit"*. D'ailleurs, repliée de Kigali à Gisenyi, la radio des extrémistes hutus et des partisans de l'ancien régime – Radio Mille Collines – continue à appeler à la poursuite du génocide contre les Tutsis, sans être inquiétée pour autant. Par ailleurs, fuyant les combats et l'avance du FPR, c'est par centaines de milliers que les populations civiles ont fui, en direction de l'ouest du pays. Pour le président de Médecins Sans Frontières, *"en habillant une opération militaire d'un qualificatif humanitaire, on courait le risque de créer plus de problèmes que d'en résoudre, voire d'aboutir à une catastrophe"*, et c'est ce qui est en train de se produire. Certes, sans la présence française il y aurait sans doute eu des réfugiés, mais cette présence a provoqué une amplification des flux de population en direction de l'ouest du pays, et notamment de la "zone de protection humanitaire". Ainsi, en quelques jours, dans la petite localité de Kivumu, leur nombre serait passé de 60 000 à 500 000, tandis que 300 000 réfugiés étaient évacués vers Gikongoro. Dans cette région déjà surpeuplée, ce sont près de 4 millions de personnes qui se trouveraient prises au piège, courant à la famine, tandis que les pays limitrophes ont décidé de fermer leurs frontières afin de ne pas connaître à leur tour une situation explosive.

Cette situation dramatique est d'ailleurs le prétexte mis en avant par Juppé aujourd'hui pour tenter d'obtenir la collaboration des organisations humanitaires, jusque-là réticentes face à ce qu'à juste titre elles considèrent comme une opération plus politique qu'humanitaire, et qui plus est dangereuse pour leurs collaborateurs. *"La France a fait ce qu'elle a pu, mais il faut pratiquement 500 tonnes d'aide alimentaire chaque jour si l'on veut faire face à la situation dans les camps de réfugiés"* a-t-il déclaré, essayant ainsi par avance de désigner à l'opinion publique les organisations humanitaires comme responsables d'un éventuel désastre. Pourtant, comme dans les massacres, la responsabilité du gouvernement français est écrasante. Qui croira qu'il serait incapable d'acheminer l'aide alimentaire nécessaire aux populations qu'il prétend protéger et prendre en charge, lui qui a su affréter jusqu'à 17 avions-cargos géants russes pour transporter en un temps record ses troupes et ses blindés ? Mais jusqu'à présent moins de 100 tonnes de nourriture ont été distribuées depuis le début de l'intervention ! C'est bien qu'en réalité, le sort des populations rwandaises est le cadet des soucis des Juppé, Balladur, Mitterrand et consorts. L'essentiel pour eux, c'est d'assurer la présence militaire de l'impérialisme français, afin que, quels que soient ceux qui sortiront vainqueurs de l'actuelle guerre civile, rien ne se fasse finalement sans son consentement.

Roger MEYNIER

QUI SONT LES RÉFUGIÉS ?

Gamma

Lorsque le président du Rwanda a trouvé la mort en avril dernier dans un accident d'avion, c'est la garde présidentielle (entraînée par la France), appartenant à l'ethnie hutue qui, craignant pour elle-même tellement elle était impopulaire, a massacré les opposants au régime, indifféremment Tutsis ou Hutus, et qui a commencé à assassiner les Tutsis, de l'ethnie minoritaire. Elle fut en cela aidée par les appels à la radio du gouvernement qui a commencé à faire courir le bruit de massacres de Hutus par les Tutsis. Les milices progouvernementales ont pris le relais et ont massacré la minorité tutsie, espérant l'anéantir. D'ailleurs ici, en France, on parle de massacreurs sans guère préciser qui ils sont.

C'est pourquoi les populations hutues ont fui devant l'avance du FPR, pensant qu'ils étaient des massacreurs et qu'ils allaient venger leurs morts.

Aujourd'hui d'ailleurs, les populations sont tout étonnées de voir que les militaires du FPR ne se conduisent pas comme les milices pro-gouvernementales et ne sont pas les assassins qu'on leur disait.

Et c'est en soutenant le parti gouvernemental que l'impérialisme français s'est rendu complice des assassins qu'il protège dans l'enclave qu'il a délimitée et à proximité de laquelle leur radio lance encore des appels au meurtre sans être inquiétée.

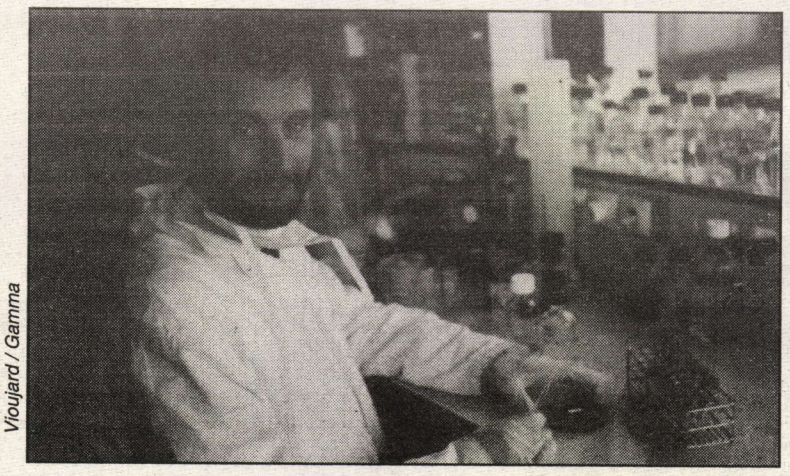
Aujourd'hui, le gouvernement français est en plus responsable de l'exode massif qui continue à se produire, qui déborde ses prévisions et qui va peut-être faire encore des milliers de victimes !

Le virus du SIDA est français

CELUI DU FRIC EST UNIVERSEL !

De l'équipe du Français Luc Montagnier de l'Institut Pasteur ou de celle de l'Américain Robert Gallo, laquelle a identifié la première le virus du sida ?

Depuis plus de dix ans, cette question donne lieu à des polémiques et des conflits juridiques. Aujourd'hui, la Fondation franco-américaine sur le sida a fini par attribuer officiellement à l'Institut Pasteur la paternité de la découverte du virus. Ce qui donne lieu à quelques rappels publics sur les faits qui se déroulent dans les coulisses des laboratoires des chercheurs et qui n'ont pas grand-chose à voir avec la science désintéressée.



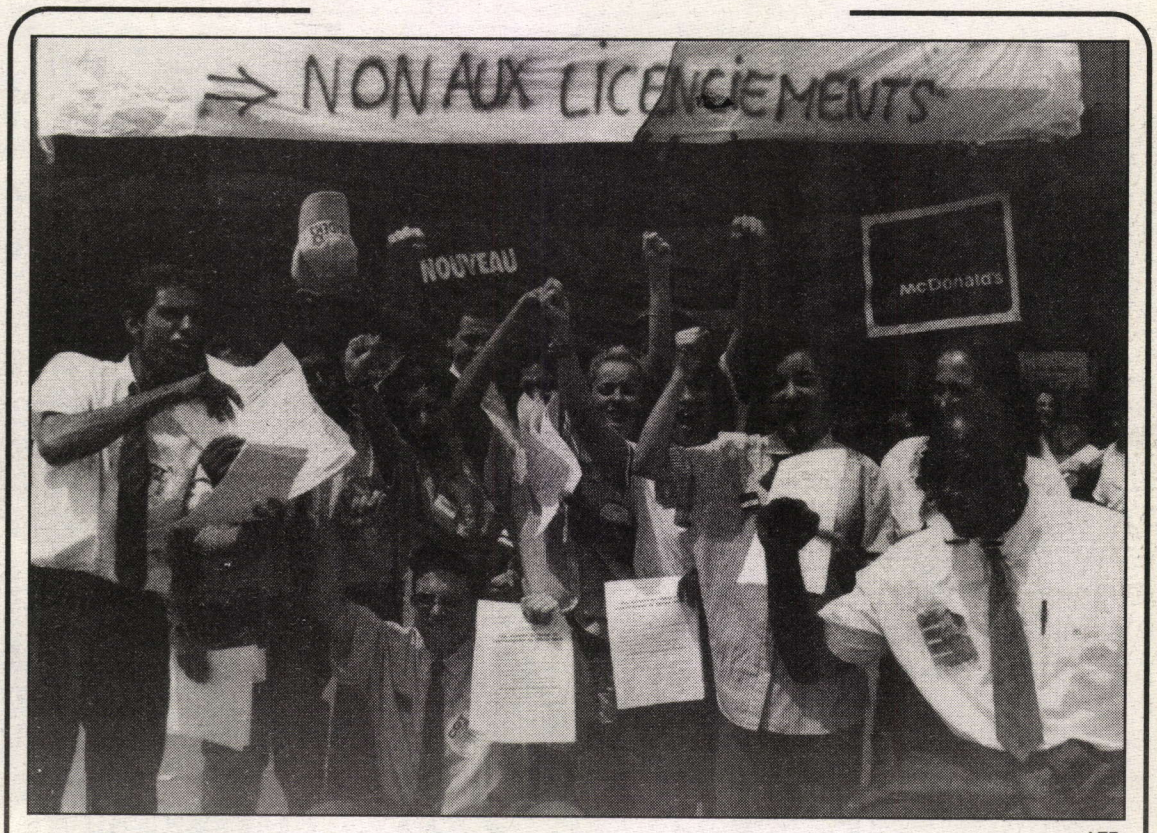
Vioujard / Gamma

Chercheur à l'Institut Pasteur.

Les profanes peuvent se demander, en effet, quelle importance pour la compréhension du sida (et donc pour sa prévention et sa guérison) peut bien présenter le fait de savoir qui des Français ou des Américains ont été les premiers à faire cette découverte. Mais, dans la reconnaissance de la primauté de l'identification du virus du sida, l'enjeu n'est pas là. Il est du domaine des gros sous, des retombées financières qui sont déjà considérables et se chiffrent en millions de dollars.

En 1987, après quatre ans de conflit sur la paternité de la découverte, la Fondation franco-américaine était créée. Son objectif ? Procéder à la répartition des millions de redevances provenant des industriels ayant reçu, de la part de l'Institut Pasteur ou de l'Institut national de la santé américain, une licence d'exploitation les autorisant à vendre les tests de dépistage de la maladie. Un accord intervenu alors entre le gouvernement américain et le gouvernement français définissait les modalités de la répartition des fonds, selon un schéma assez compliqué mais, en tout cas, défavorable à l'Institut Pasteur, puisque, à l'époque, la primauté de la découverte du virus était attribuée à l'équipe américaine. Aujourd'hui, la répartition est revue du fait de *"la reconnaissance officielle que le virus HIV, utilisé pour les tests sur le sida, a été isolé par l'Institut Pasteur"* selon les termes de son directeur. En conséquence, la Fondation doit à l'avenir verser à l'Institut Pasteur 50% des sommes encaissées et 25% à l'institut américain, ce qui représente actuellement 2,4 millions de dollars pour le premier contre 1,2 pour le second. L'enjeu de la querelle en valait la chandelle : financièrement du moins. Mais ce que la lutte contre le sida y gagnera, cela reste à voir...

Lucienne PLAIN



AFP

IL Y A UN OS DANS LE KETCHUP

McGrève, dernier né chez McDo

Les employés du restaurant McDonald's de Massy dans la région parisienne se sont mis en grève samedi 9 juillet et ont obtenu satisfaction sur leurs revendications.

Décidément McDo est sur le gril. Puisque déjà récemment les employés de restaurants de la région de Lyon avaient obtenu de l'inspection du travail qu'elle mette son nez dans le fonctionnement de cette entreprise, particulièrement en ce qui concerne les élections de délégués. A la suite de quoi, 12 directeurs viennent d'être inculpés pour non-respect du droit du travail. A Massy, le vase a débordé samedi. Les employés en avaient assez du manque d'effectif, de la valse des contrats, du comportement méprisant voire raciste de certains chefs, et des droits syndicaux bafoués. Dans ce qui est un des McDo les plus fréquentés, puisqu'il se situe dans un immense centre commercial, le manque d'effectif donnait un rythme infernal de travail. La direction se moquait bien des contrats de travail : si un employé signait pour 150 heures il pouvait tout aussi bien en effectuer 50 que 200 selon le bon vouloir des chefs. Et pour que tout soit en règle il leur suffisait juste avant la paye de faire signer par l'employé un avenant au contrat de travail. Avec ce système, McDo garantissait une instabilité totale, une vraie aventure, un employé ne sachant pas d'un mois sur l'autre s'il allait gagner 2 500 ou 6 000 F par mois ! Les vacances à la tête du client, les délégués du personnel désignés par le patron, qui par ailleurs avait promis de "blanchir le magasin" en refusant désormais l'embauche aux gens de couleur... Il y avait bien des raisons pour que samedi la grève s'instaure parmi la quasi-totalité des 67 employés qui se sont mis devant le restaurant pour informer la population. Dès le lendemain, dimanche, le directeur du personnel de la chaîne, venu en personne, signait un accord qui entraînait la reprise du travail. Voilà, à Massy, *"Ça se passe comme ça chez McDonald's !"*.

Jacques LEQUAY

Police new-yorkaise FLICS ET VOYOUS

La police new-yorkaise a ses ripoux. Ce n'est pas vraiment une découverte mais, pour une fois, cela figure noir sur blanc dans un volumineux rapport de 300 pages, résultat de 2 ans d'enquête menée par une commission parlementaire. Celle-ci, la commission Mollen, du nom du magistrat qui la dirigeait, avait été créée après l'arrestation de plusieurs policiers impliqués dans des affaires de trafic de drogue.

En fait, il s'avère que ces policiers formaient un véritable gang, "protégeant" des dealers, c'est-à-dire les rançonnant en échange de leur protection, quand ils ne confisquaient pas simplement la cocaïne pour la revendre eux-mêmes, histoire de supprimer des intermédiaires... A cela s'ajoute aussi le trafic d'armes. C'est vrai que les flics sont bien placés pour se fournir...

Ces activités se faisaient au vu et au su de beaucoup de monde, sans que cela provoque de réaction de la part de la hiérarchie policière : le rapport cite le cas d'un flic véreux dénoncé 16 fois au service d'inspection interne, la "police des polices", qui à chaque fois avait fermé les yeux...

Ces affaires ne constituant pas des cas isolés, la commission a conclu timidement qu'il était difficile d'évaluer le nombre de policiers corrompus parmi les 31 000 de New York. Et le nombre de policiers honnêtes, ça doit être encore plus dur...

Marc REMY

Pasqua plaide pour la sécurité... de sa carrière !

AFP

Vendredi 8 juillet, le projet de loi présenté au Sénat par Charles Pasqua a été adopté et sera donc présenté aux députés au mois d'octobre prochain.

Ce projet de loi vise à *"rendre la paix civile aux Français"* et répondrait à *"leur puissante aspiration à plus de sécurité"*, selon les mots de Pasqua qui n'est pas peu fier de son oeuvre.

D'ailleurs ce projet, quinquennal lui aussi, est d'abord destiné à assurer la promotion de son auteur, Pasqua, qui joue à fond la carte sécuritaire. Il n'empêche qu'en légalisant certaines pratiques, Pasqua renforce encore les pouvoirs de la police sur la population.

Par exemple, la surveillance par caméra-vidéo est déjà un système très largement répandu. Banques, grands magasins, couloirs de métro, principaux carrefours parisiens, en sont bien souvent équipés. Depuis janvier 1993, Balkany, le maire RPR de la ville de Levallois et proche de Pasqua, déjà connu pour avoir été en son temps un des initiateurs des polices municipales, a déjà installé des dizaines de caméras de surveillance sur les principaux lieux de passage de la ville.

En fait, il est facile de surveiller les allées et venues de l'ensemble de la population d'une agglomération donnée en quadrillant la ville de ces caméras. Si le projet de loi est adopté, ce système serait à la fois légalisé et soustrait au contrôle de la Commission nationale Informatique et liberté, la CNIL. Les autorités devront s'engager à détruire elles-mêmes les bandes vidéos dans un délai d'un mois, mais ce sera de toute façon impossible à contrôler.

Le projet de loi autorise également la police à fouiller les véhicules pour vérifier qu'ils ne transportent pas de *"matériels pouvant être utilisés comme projectiles ou constituer une arme (...) dans le temps qui précède la tenue d'une manifestation et pendant son déroulement"*... et cela dans un rayon de 10 km autour du cortège ! Ce qui permettra à la police d'interpeller qui elle veut sous ce prétexte sans avoir à fournir davantage d'explications.

Pasqua se contente de rendre légales des pratiques existant depuis longtemps. Mais Pasqua recherche moins l'innovation sécuritaire qu'un "coup politique" dans la perspective des prochaines élections présidentielles. Pasqua, lui, ne se discrédite pas comme ses concurrents politiciens avec des promesses bidon sur le chômage. Il promet en revanche de surveiller davantage la population, il cible la petite délinquance et les manifestants, boucs émissaires de la crise plus faciles à montrer du doigt que les vrais responsables de celle-ci, grands patrons et spéculateurs.

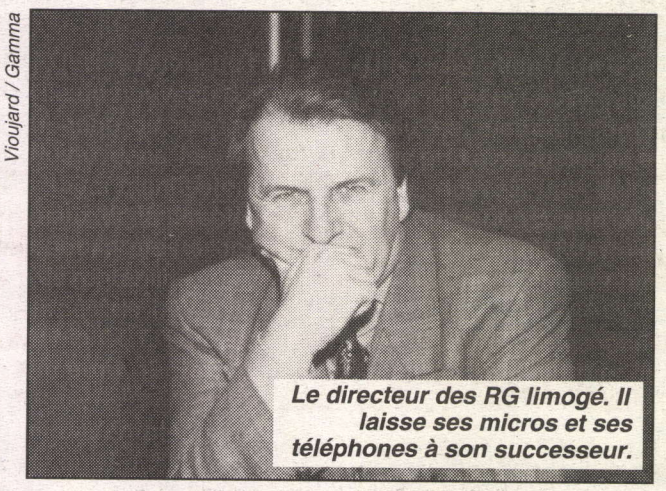
Et si le PS se saisit de cette occasion pour partir en croisade pour les droits du citoyen, c'est une belle hypocrisie de sa part. Pasqua lui-même a tenu à rendre hommage à son prédécesseur Pierre Joxe qui, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste, avait commencé à mettre en place un programme de modernisation de la police. C'est dire !

Puisque Balladur et son gouvernement ne peuvent rien faire contre le chômage – il faudrait pour cela mettre hors d'état de nuire le grand patronat, ce dont ils sont bien incapables – ils jouent le joker sécuritaire Pasqua pour faire mine d'avoir de l'initiative. Il reste à savoir si, au bout du compte, le joker ne sera pas fatigué de jouer les utilités, et n'aura pas envie, comme bien d'autres, de jouer la partie pour son compte.

Sylvie LEBRIS

Les Renseignements Généraux sur la sellette !

Vioujard / Gamma



Le directeur des RG limogé. Il laisse ses micros et ses téléphones à son successeur.

***Le Canard Enchaîné* a révélé la semaine dernière qu'un inspecteur des RG avait espionné le Conseil national du Parti Socialiste, qui s'était tenu à huis clos, le 19 juin. Planqué dans une cabine de traduction, cet inspecteur a ainsi pu informer ses supérieurs de la démission de Rocard... quatre minutes avant l'AFP !**

Seulement, le commissaire responsable n'aurait pu se retenir de se vanter de l'affaire à la Préfecture, irritant des policiers proches du PS qui auraient, alors, vendu la mèche.

Pasqua, après avoir affirmé qu'il ne s'agissait que d'une initiative individuelle, a "démissionné" le patron des RG et le responsable de la section politique !

C'est que les dirigeants du PS, Emmanuelli en tête, ont hurlé au scandale, en espérant un profit politique : *"Quand la droite est au pouvoir, la liberté recule. Sur ce sujet, les socialistes et la gauche n'ont jamais transigé."* Belle hypocrisie de la part de ces politiciens prétendument de gauche qui ont tout autant toléré et utilisé les RG quand ils étaient au pouvoir. En 1992 par exemple, le gouvernement d'Edith Cresson avait fait appel aux RG pour connaître les cadres du mouvement de Philippe de Villiers et l'impact de celui-ci sur l'opinion.

Pourtant, le PS a eu le renfort de Pons : *"L'affaire est très grave"*. Car les chiraquiens ne ratent pas une occasion de glisser une peau de banane sous les pieds de Balladur.

Au-delà des fausses indignations, au-delà du cinéma politicien, ce scandale met en lumière ce qu'est l'Etat français, et sa continuité, avec la droite comme avec la gauche. En plus des autres forces de répression et services plus ou moins secrets, le gouvernement français dispose avec ce service des Renseignements Généraux d'une police politique officielle. Son ancêtre était la police spéciale des chemins de fer, qui surveillait les voyageurs dès 1846, avant de devenir une police d'Etat en 1891, et enfin un service à part entière en 1941. C'est-à-dire que les RG proprement dits ont été mis en place par le régime de Vichy : les gouvernements changent, mais pas l'Etat.

Aujourd'hui, les RG, ce sont 4 000 fonctionnaires, dont 800 en région parisienne, chargés du renseignement *"d'ordre politique, social et économique nécessaire à l'information du gouvernement"*. Ils enquêtent sur les courses, les jeux, les stupéfiants, le terrorisme... Mais des sections sont réservées à l'observation des partis politiques, en utilisant parfois des méthodes qui sont bien loin de la légalité (filatures, écoutes, photos, infiltration), sans contrôle de magistrat. Tous les politiciens le savent bien. D'ailleurs ils ne désapprouvent ces méthodes d'espionnage que quand elles s'appliquent à des partis "représentés à l'Assemblée", quitte d'ailleurs à en faire quand même usage pour tenir copains ou concurrents à l'œil.

Frédéric GERSOL

L'eau monte

Le PDG de la Lyonnaise des Eaux a indiqué que le prix de l'eau avait grimpé de près de 50% en moyenne en quatre ans, et qu'il devrait continuer, de 10 à 15% par an, jusqu'en l'an 2000 ! L'amélioration du réseau et des stations n'explique pas tout. Il y a les profits énormes et aussi les dessous-de-table en faveur des partis et des municipalités, comme en témoignent bien des scandales. Miracle : l'eau se change en pots-de-vin !

Corée du Nord

LA MORT DE KIM IL-SUNG

DERNIER REJETON DU PARTAGE DU MONDE ENTRE URSS ET USA

Kim Il-Sung, le dictateur de la Corée du Nord, est mort. Cela nous a valu quelques images – soigneusement cadrées par la télévision nord-coréenne – de foules en pleurs au pied de la statue du *"grand leader, chef génial et bien-aimé..."* accompagnées de commentaires ironiques de la presse occidentale.

Journalistes et commentateurs ont longuement insisté sur la mégalomanie du personnage, la cruauté de son système dictatorial, son rôle dans le déclenchement de la guerre de Corée, en "oubliant" totalement la responsabilité des grandes puissances.

C'est en effet au partage du monde entre URSS et USA que Kim Il-Sung doit sa place.

En 1945, au moment de la reddition des Japonais qui occupaient la presqu'île de Corée depuis 40 ans, les troupes soviétiques s'installèrent au Nord du pays, les troupes américaines au Sud. D'un commun accord, MacArthur, chef des forces américaines, et Staline instituèrent comme ligne de démarcation le 38e parallèle. Théoriquement, c'était provisoire, en attendant des élections et une réunification du pays.

Piétinant, là comme ailleurs, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour combler le vide étatique, ils imposèrent chacun leur appareil d'Etat. Au Sud, les Américains installèrent le régime fantoche de Syngman Rhee. Au Nord, les Soviétiques mirent au pouvoir Kim Il-Sung, revenu d'URSS avec eux. Une différence cependant, et de taille, entre les deux régimes : celui de Kim Il-Sung bénéficia, grâce, entre autres, à une réforme agraire, d'un soutien populaire.

Quand les troupes soviétiques, fin 1949, et les troupes américaines, six mois plus tard, quittèrent la Corée, les affrontements se multiplièrent entre troupes nord et sud-coréennes. Ils n'étaient que la suite logique de cette partition aberrante.

Le 25 juin 1950, apparemment sans consulter Staline qui ne lui fournit aucune aide, Kim Il-Sung franchit le 38e parallèle. Plutôt bien accueillies par la population du Sud qui espérait la réunification et une réforme agraire, les troupes du Nord progressèrent vite. Intervenant sous la bannière de l'ONU, les troupes américaines, commandées par MacArthur, volèrent au secours de leur dictateur sud-coréen. L'impérialisme américain continuait là son rôle de gendarme du monde et devenait le principal fauteur de guerre en Corée.

Mac Millan / Gamma

▲ *Vaste fresque pour le dictateur défunt... ... et simple portrait pour son successeur.* ▶

Arcas / Gamma

Et la guerre fut effectivement longue et atroce. Malgré un débarquement près de Séoul de milliers de Marines – dont elles perdirent la moitié –, malgré des tonnes de matériel sophistiqué, des bombardements intensifs et une avancée non loin de la frontière chinoise, les troupes américaines refluèrent devant les Nord-Coréens aidés par 200 000 "volontaires" chinois et s'enterrèrent dans une guerre de position qui dura jusqu'en juillet 1953.

La guerre se termina sur un épuise-

Algérie

DE NOUVEAUX ATTENTATS CONTRE LES ÉTRANGERS

Dans la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 juillet, sept marins italiens ont été égorgés alors qu'ils dormaient à bord de leur cargo, à l'ancre dans le port de Jijel, ville réputée être un fief islamiste.

Lundi 11 juillet, c'étaient quatre techniciens originaires des pays de l'ex-URSS (un Russe, deux Biélorusses et un Ukrainien) ainsi qu'un travailleur roumain, travaillant tous pour la société nationale algérienne des pétroles Sonatrach, qui ont été abattus : un commando avait intercepté dans la banlieue d'Alger un car de transport de personnel de la société et, l'ayant amené dans un coin isolé, a trié les passagers et abattu d'une balle dans la tête les cinq étrangers.

Le même lundi, de l'autre côté d'Alger, un groupe armé avait pénétré dans un restaurant, tuant deux cadres algériens de la société Cosider et deux cadres croates d'une autre société, Hydr-Elektra, qui déjeunaient ensemble.

Les victimes s'ajoutent aux morts quasi quotidiens des affrontements entre groupes armés islamistes et police ou militaires, ou des attentats divers contre des membres isolés des forces de police ou des notables. Mais ces récents attentats volontairement ciblés contre les étrangers travaillant en Algérie ou des cadres de sociétés travaillant avec l'étranger (à la société Cosider un groupe armé avait récemment incendié du matériel neuf arrivant d'Europe, pour plusieurs millions de francs), comme ceux du même type qui avaient déjà eu lieu il y a quelques mois, ont évidemment un double but : flatter les sentiments nationalistes et mettre en difficulté le gouvernement algérien vis-à-vis des gouvernements occidentaux auprès de qui il est en discussion pour de nouveaux prêts. Si l'on en juge par la condamnation de ces attentats faite par le porte-parole du FIS à l'étranger, il s'agit peut-être aussi, pour certains groupes armés, de faire de la surenchère sur la direction politique du FIS, au moment où le gouvernement algérien, poussé en cela par les gouvernements des grandes puissances, a engagé des négociations avec le FIS.

C'était peut-être un calcul volontaire, ou peut-être une simple concordance de calendrier si, au moment où en Algérie des marins d'un cargo italien ou des techniciens européens étaient assassinés, à Naples les chefs d'État du G7 discutaient, entre autres sujets, du sort de l'Algérie. Mais ce qui est certain c'est que la crise algérienne, elle, est étroitement liée à la politique de ces messieurs et des hommes d'affaires dont ils sont les représentants. A Naples ils ont été unanimes pour se féliciter des "*réformes économiques entreprises*", celles imposées à l'Algérie par les grands banquiers mondiaux dont l'une des conséquences immédiates est la nouvelle vague de hausses des prix,

ment général, sans véritable vainqueur. La Corée restait coupée en deux ; les Etats-Unis avaient perdu 54 000 hommes, bilan très lourd devant leur opinion publique. Mais la Corée, elle, était dévastée : plus d'un million de morts ; en Corée du Nord, des villes rasées, le potentiel industriel détruit. Au Nord, Kim Il-Sung, devenu le symbole du résistant à l'impérialisme, s'accrochait à un pouvoir qui allait devenir de plus en plus dictatorial. Au Sud, la dictature féroce, soutenue par le gouvernement américain, se réinstallait pour des années.

Aujourd'hui, la mort de Kim Il-Sung permet à certains de refaire l'histoire. Mais les mêmes qui critiquent un régime, qui fut et reste encore un des plus étouffants de la planète, ne semblent pas soulagés de cette disparition. Bien au contraire !

Un diplomate américain, en poste en Corée du Sud, a déclaré, propos cités par *Libération* : *"Pendant près d'un demi-siècle, nous avons souhaité la disparition du tyran (...) et à l'instant où il meurt, on en vient presque à le regretter"*.

Rare exemple de franchise... ou de cynisme ?

Mais rien d'étonnant sur le fond. Le fils de Kim Il-Sung, désigné comme successeur, aura-t-il la poigne du père ? Va-t-il poursuivre la politique de rapprochement avec la Corée du Sud ? N'y aura-t-il pas de "déstabilisation", de "désordre" dans les sphères dirigeantes, ou pire du point de vue de l'impérialisme, dans la population, même s'il y a peu de risques ? Voilà le type de problèmes qui se posent aux grands de ce monde. Le sort de la population n'a évidemment pour eux aucune importance.

Combler le vide et maintenir l'ordre : leurs préoccupations, source de tous les systèmes dictatoriaux, n'ont pas varié depuis 50 ans.

Sylvie MARECHAL

Ukraine et Biélorussie

Élections présidentielles :

UN DÉSAVEU DES RÉGIMES EN PLACE

Le deuxième tour des élections présidentielles qui se déroulait, en Biélorussie comme en Ukraine, le 10 juillet, aura été marqué dans ces deux pays par un net désaveu des régimes en place.

En Biélorussie ce désaveu aura été massif puisque Alexandre Loukachenko arrive en tête du scrutin avec plus de 80% des voix face au Premier ministre en place Viatcheslav Kebitch. Moins massive, mais tout aussi indiscutable, est la victoire de l'ancien Premier ministre ukrainien Leonid Koutchma qui, avec 52% des suffrages, devance nettement l'actuel président Kravtchouk et ses 45% des voix.

Entre ces deux scrutins, il y a des points communs évidents. L'électorat a visiblement voulu sanctionner une situation économique de plus en plus catastrophique, résultat combiné du pillage de l'économie par tout un monde de bureaucrates et de nouveaux riches dont l'indépendance a aiguisé les ambitions et des blocages créés par l'érection de frontières qui ont tranché net une grande partie des liens économiques dont dépendait chacune des républiques de l'ex-URSS. C'est vrai de la Biélorussie qui, avec ses dix millions d'habitants et ses ressources limitées, se retrouve isolée et sans débouché. Mais c'est tout aussi vrai de l'Ukraine qui, malgré une population et un marché intérieur bien plus importants, a connu une dégradation encore plus brutale que la Russie puisqu'on estime qu'aujourd'hui le revenu moyen ouvrier en Ukraine est tombé à un cinquième de ce qu'il est en Russie.

Ce n'est donc pas par hasard si, dans ces deux pays, les candidats victorieux ont fait de la lutte contre la corruption et le pillage de l'économie l'un des chevaux de bataille de leur campagne électorale. Koutchma, en Ukraine, n'a pas manqué de rappeler qu'il avait été contraint de démissionner de son poste de Premier ministre en 1993 après avoir vainement tenté un assainissement des pratiques en vigueur dans les sphères dirigeantes, même si cette tentative avait sans doute surtout pour but de le débarrasser de ses rivaux. Quant à Loukachenko, en Biélorussie, son activité à la tête d'une commission parlementaire de lutte contre la corruption, dissoute par la suite par le régime, lui a donné une image de "Monsieur Propre" du meilleur aloi.

Ce n'est pas non plus un hasard si l'autre cheval de bataille des deux vainqueurs aura été le resserrement des liens avec la Russie, économiques aussi bien que politiques d'ailleurs. Au point d'ailleurs que si le nationalisme ukrainien conserve encore ses fervents – plus assez nombreux néanmoins pour conserver sa place au président Kravtchouk qui avait misé sur eux – en Biélorussie en revanche, les deux candidats en lice se sont livrés à une surenchère sur le thème du rapprochement avec la Russie.

Cela dit, cette orientation affirmée en faveur d'un rapprochement économique avec la Russie n'est évidemment pas sans arrière-pensée démagogique. D'abord en présentant un tel rapprochement comme la solution miracle contre la dégringolade économique. Mais surtout parce que ce langage visait sans doute avant tout à gagner les faveurs de l'électorat russophone très nombreux dans les deux pays.

Quoi qu'il en soit, si les candidats vainqueurs ont su se servir des désillusions et des rancoeurs dans la population, ces changements de têtes dans les hautes sphères des régimes ne risquent pas de modifier en quoi que ce soit la réalité de la situation pour la population. Peut-être aboutiront-ils, dans le cas de l'Ukraine, à une modification du rapport des forces entre les cliques au pouvoir, puisque Koutchma, cet ancien dirigeant de la plus grande usine de missiles de l'ex-URSS et ancien membre du Comité Central du Parti Communiste, est en général présenté comme porte-parole du "complexe militaro-industriel". Peut-être verra-t-on des têtes voler en Biélorussie, où l'ancien directeur de sovkhoze et cadre subalterne du Parti Communiste qu'est Loukachenko ne manquera pas de chercher des appuis pour consolider sa position. Mais ce qui est sûr, c'est que rien de fondamental dans la politique menée jusqu'à ce jour ne changera et que le pillage de l'économie par les castes privilégiées continuera, même si c'est avec d'autres meneurs de jeu.

François ROULEAU

dont cette semaine même une augmentation du prix du pain qui est pourtant l'un des rares produits encore subventionnés. Et ces réformes économiques et restrictions budgétaires pourraient se traduire dans les mois qui viennent par des dizaines de milliers de chômeurs en plus.

Les dirigeants des groupes terroristes islamistes manient le nationalisme et la xénophobie pour tenter de se hisser au pouvoir, en faisant assassiner des marins ou techniciens qui n'y sont pour rien. Mais c'est bien la rapacité des banquiers et hommes d'affaires occidentaux qui est en grande partie responsable de la crise dans laquelle est plongée l'Algérie.

Olivier BELIN

Palestine

LES PALESTINIENS DÉCOUVRENT LEUR POLICE

AFP

Départ de Gaza des soldats israéliens sous les quolibets. La police palestinienne s'interpose. Aujourd'hui, c'est elle qui fait "régner l'ordre".

La toute nouvelle police palestinienne, qui ne fonctionne que depuis moins de deux mois, a commis sa première grande bavure : un chauffeur de taxi de 28 ans est mort dans ses locaux. Farid Jarbona, soupçonné de collaborer avec Israël, a été arrêté dans une rue de Rafah, dans le sud de Gaza, le 26 juin dernier. Interné et interrogé dans la prison centrale de Gaza, il est décédé au bout de 12 jours et sa famille a été informée que son décès faisait suite à une "crise cardiaque". Toutefois, selon son père, son corps portait de "*nombreuses traces de coups et blessures*", séquelles bien connues des crises cardiaques !

Les organisatons de défense des droits de l'Homme ont élevé de vives protestations : les unes contre les méthodes de terreur qui étaient reprochées jusque-là à l'armée israélienne, les autres contre la possibilité de détenir quelqu'un pendant 12 jours sans qu'il ait accès à un avocat ou sans voir sa famille. Devant le grand bruit que fait cette affaire, Yasser Arafat a demandé une enquête "*rapide*" et exigé que les responsables soient "*punis de manière exemplaire*" s'il s'avérait qu'ils avaient pratiqué la torture. Pour l'instant trois policiers ont été arrêtés.

La constitution d'un police palestinienne était une priorité majeure pour le nouvel État palestinien, et la population palestinienne ne va sans doute pas tarder à découvrir que la police censée la protéger est d'abord un corps de répression qui n'hésite pas à utiliser des méthodes bien connues de toutes les polices du monde, celles-là mêmes contre lesquelles elle s'est battue lorsque la police et l'armée israéliennes les utilisaient contre elle.

Norton (La Courneuve - 93)

LA DIRECTION REMISE AU PAS

Il y a deux semaines, un ouvrier de Norton (usine de fabrication de meules d'usinage) était menacé de licenciement par la direction qui lui reprochait d'avoir raté une commande, d'avoir fait un "rejet", comme on dit dans le jargon de l'entreprise.

Ce rejet représenterait 20 000 F de facturation au client mais, au stade où en était la fabrication (c'était la deuxième étape, le pressage des meules), cela représentait bien moins.

Et comme si la direction cherchait à fabriquer des "preuves", alors que ce travailleur avait lui-même signalé son erreur à la maîtrise, le chef d'atelier a pris les meules ratées en photo.

Cela a choqué tout le monde dans l'usine, d'autant que la direction organise elle-même le gaspillage et cela depuis de nombreuses années. Elle a notamment mis en service récemment une machine automatique de pesage du grain servant à la fabrication des meules, qui fonctionne mal, qui ne referme que partiellement les trappes des silos et qui laisse du coup passer des kilos et des kilos de grain qui sont ainsi inutilisables. Norton a aussi mis en service deux systèmes de pointage informatisés, l'un baptisé Philippines et l'autre Sumatra, systèmes qui ont coûté plusieurs millions de francs et qui n'ont jamais fonctionné.

Alors, quand notre camarade s'est rendu à son rendez-vous avec la direction, il n'y était pas seul, quasiment tous les ouvriers de fabrication l'ont accompagné jusqu'à la porte du bureau du chef du personnel. Ce dernier s'est d'ailleurs entendu dire ses quatre vérités par notre camarade qui lui a fait remarquer que, si les ouvriers dirigeaient l'entreprise, il y a belle lurette que certains cadres de la direction auraient été mis dehors pour incompétence ! Ce qui a été applaudi par les travailleurs présents dans le couloir.

Après ce débrayage, le chef du personnel est allé prendre la température dans l'usine. Il s'est notamment adressé à un ouvrier qui avait débrayé en lui demandant s'il allait bien : "*Cela dépend de ce que vous déciderez pour notre copain*", a-t-il répondu. Et, l'autre s'étonnant de tant de solidarité à l'égard d'un ouvrier qui avait quand même fait une "faute", l'ouvrier a dit en substance : "*Mais qu'est ce que vous en connaissez de ce travailleur, vous ? Moi je le connais depuis toujours, il est à l'usine depuis 30 ans, alors je sais ce qu'il vaut et qui il est. Vous pas, vous êtes là depuis trop peu de temps et vous ne pouvez en juger*".

Ces réactions ont indiscutablement contribué à transformer la menace de licenciement en une mise à pied de deux jours.

Norton La Courneuve, bien que dépendant du groupe Saint-Gobain, est devenue une petite entreprise avec moins de 250 salariés, où la direction se comporte comme nombre de petits patrons, bafouant la législation du travail, imposant d'abord la journée continue sans déjeuner, l'équipe de nuit et autres mesquineries contre les ouvriers.

Elle a sans doute cru qu'elle pouvait aussi se débarrasser, sous le premier prétexte venu, d'un travailleur gênant – il est en effet un des derniers représentants de la CGT dans l'usine – elle est tombée sur un os. Souhaitons que ce ne soit que le premier !

Correspondant LO

Poste du Louvre (Paris)

LES TRAVAILLEURS DU NETTOYAGE FONT CÉDER LEUR DIRECTION

Mardi 5 et mercredi 6 juillet, les dix employés de la société CGS qui assurent le ménage de la poste de la rue du Louvre se sont mis en grève.

Il y a trois mois, le nettoyage de la poste avait été repris à une autre société par la CGS qui gardait le même personnel. Auparavant, aucun contrat de travail n'existait. Lorsque la nouvelle société voulut en faire signer un, certaines clauses, comme celle de "mobilité", ont provoqué la colère des travailleurs. Personne n'avait envie d'aller travailler à l'autre bout de la région parisienne selon le bon vouloir de la CGS. A cela s'est ajoutée l'attitude arrogante des nouveaux dirigeants, qui dès leur arrivée avaient essayé en vain de se débarrasser de la plus ancienne travailleuse. Ils voulaient aussi supprimer une prime de fin d'année d'envion 1 000 F payée jusqu'alors sous forme de bons d'achat, et pour couronner le tout ils prirent trois mois de retard dans le remboursement de la carte orange. Il faut dire aussi qu'au nettoyage, on travaille de 6 h à 10 h, puis de 17 h à 21 h, pour un salaire de 4 990 F net par mois, et cela même après 20 ans d'ancienneté.

Pour se défendre face à ces attaques, les travailleurs du nettoyage avaient décidé il y a un mois de se syndiquer. Dans l'esprit de tous, c'était un premier pas pour se faire respecter. Le 5 juillet, ayant appris qu'un autre chantier de la CGS était en grève dans le 13ème, ils décidaient de se mettre en grève et la revendication d'une augmentation de salaire fut ajoutée aux autres motifs de mécontentement.

La direction de la CGS, avec la complicité de La Poste, ne recula devant rien pour faire céder les grévistes. Dans la nuit du mardi au mercredi, une équipe de briseurs de grève fut introduite par des cadres de La Poste pour balayer les locaux des facteurs. Sans succès, puisqu'à 6 h ils n'avaient pas encore fini et que les grévistes eurent vite fait d'éventrer les sacs de déchets et de tout répandre au sol. Cela fit connaître dans toute la poste le mouvement et quand ceux du nettoyage, accompagnés de militants du bureau de poste, rendirent publics leurs salaires et leurs conditions de travail, les postiers indignés témoignèrent leur sympathie. Une collecte fut organisée au pied levé au guichet.

Tout cela obligea la CGS à en rabattre. Mercredi, trois petits directeurs cravatés et en costume coloré firent une dernière tentative, expliquant que la conjoncture économique n'était pas favorable. Ils réussirent juste à se ridiculiser quand on leur rappela que les bénéfices de leur société avaient plus que doublé en deux ans. Et le soir même, on apprenait que la direction cédait sur la mobilité, la carte orange, la prime de fin d'année, accordait de 100 à 250 F d'augmentation par mois... et le paiement des heures de grève. Une nouvelle qui a déchaîné l'enthousiasme parmi les travailleurs du nettoyage... et donné des idées à pas mal de postiers.

Correspondant LO

Île de la Réunion

À La Poste comme aux Impôts le même manque d'effectifs

Le mardi 5 juillet, le jour de l'arrivée dans l'île du nouveau directeur, accompagné du responsable de La Poste dans les DOM, nous étions 150 à manifester devant les bureaux de la direction à Saint-Denis, pour protester contre sa politique de rentabilité.

Cette journée de grève a été organisée par la CGT. Les autres syndicats se sont abstenus de participer.

Dans son ensemble, le mouvement a été suivi à 30 % seulement. Mais dans certains bureaux il y avait 100 % de grévistes, 98 % dans les agences postales.

Nous avons dénoncé le manque d'effectifs et donc réclamé la création de 200 postes. De plus, nous avons demandé la transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée et un plan de titularisation pour tous les auxiliaires. Par ailleurs, nous avons fait savoir notre ras-le-bol de la pression des chefs, qui nous poussent à accepter de distribuer les imprimés sans adresse (chose qui n'est pas incluse dans le temps de travail) ou qui nous poussent à trouver des clients pour les placements financiers de La Poste.

Une délégation de la CGT a été reçue par le nouveau directeur, qui a voulu se montrer comme un homme prêt à négocier en acceptant de recevoir une délégation des grévistes dès son arrivée dans l'île. Mais il nous en faudra davantage pour nous laisser impressionner.

Car les problèmes que nous rencontrons ne sont pas qu'à La Poste. En effet, pendant que nous étions devant les bureaux de la direction de La Poste, 100 agents des Impôts étaient eux aussi en grève pour demander la création de plus de 100 postes, la titularisation des auxiliaires et pour demander de meilleures conditions de travail. En gros, les mêmes revendications que nous.

Aussi ce que nous pouvons regretter c'est le fait que ces deux mouvements ont été organisés chacun de son côté, sans lien entre eux.

En tout cas, à La Poste comme aux Impôts, les deux directions ont pu voir que les travailleurs réunionnais ne sont pas près d'accepter que l'Etat français fasse des économies sur leur dos.

Correspondant LO

Uniroyal Clairoix - Oise

Reprise après 15 jours de grève
Ce n'est que partie remise !

Le travail a repris, le lundi 11 juillet, après 15 jours de grève, à l'usine de pneus Uniroyal de Clairoix, près de Compiègne, filiale à 100 % du groupe allemand Continental.
Les grévistes n'ont pas réussi à faire céder la direction sur toutes leurs revendications, mais ils sont fiers d'avoir tapé du poing sur la table et contraint le directeur et quelques autres à s'affoler un peu. L'entêtement de ces derniers a fait perdre au trust quelque 300 000 pneus, la totalité de la production de deux semaines, ce qui représente un gros magot.
Les directeurs ont agi de telle sorte – en particulier en payant les services d'une bande de nervis casseurs contre les grévistes – que le climat dans l'entreprise est moins que jamais en leur faveur.

Manifestation commune, le 4 juillet, des grévistes d'Uniroyal et de Plastic Omnium. On voit leurs deux banderoles : **"Comité de grève - Uniroyal"**, *et* **"Plastic Omnium Soufflage en colère, 700 F nets d'augmentation générale... CGT"** *(Photo du* **Parisien** *de l'Oise du 5/7/94).*

Les revendications ne sont pas satisfaites et restent posées

Pour ce qui est du refus des 45 heures, la direction a reculé à sa façon. Les 45 heures ne se feraient qu'au volontariat et comme la direction n'est pas si sûre de trouver du monde pour les faire, elle promet d'ajouter 10 F de l'heure, pour chaque heure supplémentaire !

L'allongement de la semaine de travail de 36 à 45 heures est ce qui a déclenché la grève, et bon nombre ne céderont pas là-dessus. Le travail dans l'usine est trop dur et trop dangereux, surtout l'été. Il y a déjà trop d'accidents.

Pour ce qui est des 1 500 F pour tous, c'est le refus comme on pouvait s'y attendre ! La direction annonce seulement qu'elle avancera au début juillet les 2 % prévus pour novembre. Ce n'est pas ce que les grévistes appellent une augmentation de salaire !

Personne parmi les grévistes n'oublie que le petit monde des directeurs gagne 5 fois ou 10 fois plus qu'eux, avec ses avantages en nature !

Pour ce qui est de l'embauche des intérimaires, la direction n'a fait qu'une vague promesse.

Quant au paiement des heures de grève, la direction parle de les payer... aux non-grévistes, qui n'ont pas pu travailler, car la production a été complètement paralysée, mais sont venus pointer ! Et cela ne coûtera pas bien cher à la direction, car ils n'étaient pas nombreux !

Les résultats sont maigres, mais les grévistes ne regrettent pas d'avoir tapé du poing sur la table

La grève à Uniroyal a eu du retentissement dans la région, et d'autres travailleurs non seulement l'ont suivie avec sympathie mais en ont profité pour mettre eux aussi leurs revendications salariales sur la table. Comme le patronat compiégnois a craint la contagion, il a cédé quelque 80 à 100 F à Lajous-Industrie pour les plus bas salaires, 200 F pour tous à Plastic Omnium (après 8 jours de grève), 300 F de prime à Colgate... Les patrons de diverses entreprises, prudents, ont préféré payer pour ne pas voir. Et malgré une manifestation commune des grévistes d'Uniroyal et de Plastic Omnium, qui ont sillonné la ville et convergé à près de 250 vers le Palais de justice où ils ont été reçus par la présidente du tribunal, le lundi 4 juillet, il n'y a pas eu d'extension du mouvement à d'autres entreprises.

De bons moments...

Les grévistes ont connu d'excellents moments dans cette grève. Les directeurs ne peuvent pas en dire autant. Le directeur Cassel a même connu de très sales moments ! Il s'est évanoui deux fois, dans le poste de garde, cette fameuse nuit où les casseurs qu'il a financés ont envoyé des grévistes à l'hôpital et tout saccagé. Il devra d'ailleurs rendre des comptes pour cela en justice, d'abord pour avoir loué les services d'assassins en puissance, ensuite pour l'avoir fait avec on ne sait trop quel argent, puisé dans on ne sait trop quelle caisse, sans qu'il en reste aucune facture (car plus personne au niveau de la hiérarchie n'ose maintenant porter la responsabilité de pareil contrat mafieux !).

La direction n'est pas tenue pour quitte

Avec le départ en congés de la moitié du personnel le 9 juillet, la grève pouvait difficilement continuer dans les mêmes conditions. Mais les revendications demeurent. Et le moral aussi.

Les lundi et mardi 11 et 12 juillet, la direction ne parvenait toujours pas à faire sortir une production normale, malgré les effectifs réquisitionnés, supérieurs à ce qu'ils étaient avant la grève. La direction a en effet invité à venir travailler des non-grévistes ou intérimaires qui auraient dû normalement être en congés payés. Là où, avant la grève, des gars étaient tout seuls sur une machine, ils sont maintenant deux ! La direction satisfait à sa façon une des revendications ! Elle sait qu'il y a un prix à payer si elle veut sortir ses pneus. Elle sait qu'elle doit ménager ceux qui viennent de relever la tête, qu'ils ont l'épiderme sensible.

Pour une fois, elle n'a pas tort !

Correspondant LO

ACG (ex-General Motors) Gennevilliers - 92

LA DIRECTION ESSAIE D'IMPOSER LES 4 X 10
LA CFDT VOLE À SON SECOURS

La direction d'ACG (ex-General Motors) veut faire travailler les travailleurs d'AC Rochester en 4 x 10. Et pour cela, elle se croit tout permis.

La Division d'AC Rochester Pot catalytique, qui compte 150 travailleurs sur les 1600 pour l'ensemble de l'usine, doit réaliser une commande importante pour des pots jusqu'à présent fabriqués en Grande-Bretagne. Compte tenu des équipements du site de Gennevilliers-Villeneuve-la-Garenne, il lui fallait plus de production que celle obtenue en semaine normale.

Avec deux équipes en 4 x 10 (38 h 30 en fait) plus les VSD, elle a trouvé une solution moins coûteuse que les 3 x 8, car elle supprime ainsi l'équipe de nuit (et la prime qui va avec).

Travailler près de 10 h par jour, partir pour l'équipe du matin alors qu'il n'y a pas de transports en commun, quitter l'équipe du soir alors qu'il n'y en a plus, c'est revenir des dizaines d'années en arrière et cela n'enchantait personne à l'atelier.

Pour obtenir l'accord des travailleurs de ce secteur, elle a donc entamé un chantage à l'emploi. Sûre de son coup, elle a organisé un référendum le mercredi 6 juillet. Mais une majorité de 59 travailleurs contre 44 s'est prononcée contre ce marché de dupes.

Puisque la consultation démocratique ne lui était pas favorable, la direction a recommencé ses pressions sur les travailleurs, avec le même chantage à l'emploi : les 4 x 10 ou la fermeture du site, prétendait-elle avec ses gros sabots.

Vendredi 8 juillet se tenait une réunion du Comité d'Entreprise. Là, la direction a reçu un sacré coup de main des représentants de la CFDT qui ont emboîté le pas à son chantage et ont voté pour cette mesure pourtant rejetée par les principaux intéressés, les travailleurs du secteur (aucun représentant de la CFDT n'est d'ailleurs directement concerné !).

Par ce seul vote syndical, le nouveau système devrait se mettre en place en septembre. La direction, qui croit avoir remporté cette première manche, n'est peut-être pas au bout de ses surprises.

Correspondant LO

Hospices Civils de Lyon

Avec la mise en route de la réforme hospitalière LA DÉGRADATION S'ACCENTUE

A Lyon, mardi 5 et mercredi 6 juillet, ce sont quelque 3 600 lits qui ont été administrativement (pour l'instant) rayés de la région Rhône-Alpes, avec l'adoption du schéma régional d'organisation sanitaire et sociale voulu par le gouvernement Balladur.

■ Sur Lyon même, le maire Michel Noir a mis près de trois ans pour faire aboutir son projet de restructuration des hôpitaux lyonnais : il s'agit de regrouper les divers sites hospitaliers de Lyon sur trois grands pôles, en fermant les petites structures jugées peu rentables.

Les cinq prochaines années devraient donc voir la fermeture des petits hôpitaux, l'agrandissement de Lyon-Sud, de la Croix-Rousse avec la création d'un service d'urgences, et la construction d'un nouvel hôpital mère-enfant.

Puis le gros morceau sera le transfert sur un autre site de l'hôpital Edouard-Herriot, le plus grand hôpital de Lyon, construit au début du siècle en pavillons et qui ne correspondrait plus aux critères d'un hôpital moderne.

S'il ne s'agissait que de moderniser des hôpitaux anciens qui sont parfois de véritables musées, nous ne pourrions qu'être d'accord. Mais la rançon de cette modernisation est la fermeture des hôpitaux de taille moyenne de Lyon (l'Antiquaille, l'Hôtel-Dieu et Debrousse) avec comme conséquence la suppression de 378 lits sur 4 889 actuels. Des petits hôpitaux ont d'ailleurs déjà fermé leurs portes, comme Claude-Bernard et une maison de gériatrie.

Le Conseil d'administration réuni mardi a donc vu ce plan adopté presque sans opposition. Seules la CGT et FO s'y sont opposées, posant les vrais problèmes du devenir du personnel et des malades. L'APS, syndicat catégoriel spécifique aux hôpitaux lyonnais, a voté pour, sans surprise. Quant à la CFDT, elle a finalement voté pour également, ayant obtenu le vote d'un amendement sur le maintien de l'emploi. En fait, la CFDT veut être le syndicat qui collabore avec la direction et fait tout ce qu'il faut pour défendre les intérêts de la direction, en étant assez jésuite pour avoir l'air de défendre les intérêts du personnel.

Ce plan est en effet un très mauvais coup pour la population et pour les hospitaliers. Déjà actuellement, certains services d'urgences ont de plus en plus de mal à placer leurs malades. Des hospitalisations ou des opérations plus ou moins urgentes sont repoussées jusqu'à ce qu'il y ait des lits disponibles. Les assistantes sociales sont chargées de faire "valser" (terme d'un médecin) les malades de plus en plus vite et sont débordées. La rotation des malades est de plus en plus rapide et, comme les absences de personnel ne sont presque plus remplacées, le personnel est épuisé.

Tout cela risque bien sûr de s'aggraver encore plus vite avec l'adoption de ce plan. Sans parler du devenir du personnel des hôpitaux qui ferment, dont certains risquent de rester sur le pavé. C'est pourquoi, malgré la faible mobilisation des hospitaliers qui actuellement baissent un peu les bras, ayant l'impression de ne plus pouvoir s'opposer à ce plan, l'opposition au plan Noir est réelle dans la population (1 200 signatures obtenues par le comité de défense de l'Hôtel-Dieu) et il n'est pas dit que la population et les hospitaliers acceptent de se laisser faire sans réagir.

Correspondant LO

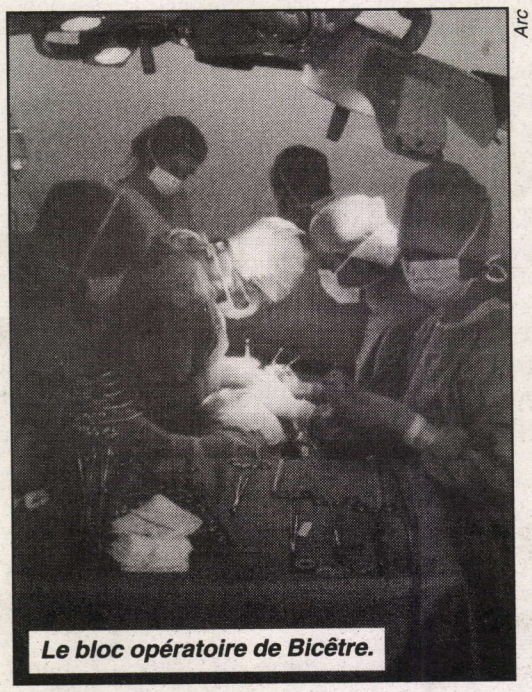
CHU Bicêtre (Le Kremlin-Bicêtre - 94)

Moins de personnel, plus de travail ÇA DÉBLOQUE !

Tout ce mois de juin et au début de juillet, au bloc opératoire du CHU de Bicêtre, ce fut la folie : un nombre d'interventions quotidiennes records (64 interventions certains jours, dont une cinquantaine programmées), alors que les effectifs étaient réduits du fait de départs en congés, d'arrêts maladie et de congés maternité, de départs en formation.

Des absences pour la plupart connues à l'avance mais, comme souvent dans les hôpitaux, la direction n'a strictement rien fait pour prévoir des remplacements. Et, contrairement à ce que fait semblant de croire la direction, l'activité ne baisse pas aux mois de juin et juillet, elle aurait même plutôt augmenté cette année. Quant aux chirurgiens, la plupart ne tiennent pas compte du manque de personnel et maintiennent la programmation des interventions. Quitte à s'en prendre aux personnels et à étaler au grand jour leur mauvais caractère : c'est plus facile que de réclamer du monde à la direction !

Le bloc opératoire à Bicêtre compte 12 salles (plus une salle septique et deux salles pour les urgences). Nous sommes plus d'une centaine à y travailler, infirmiers, aides soignants, brancardiers, infirmiers-anesthésistes.



Arc

Le bloc opératoire de Bicêtre.

En temps normal, les interventions se font pour l'essentiel de jour, la dernière intervention ne devant pas démarrer en principe après 15 h 30. L'après-midi et la nuit, les collègues présents assurent en principe toujours uniquement les urgences.

Nous travaillons tous sur une seule équipe de jour avec, en plus, un certain nombre d'après-midi (6) et de nuits (2) à faire chaque mois. Plus un week-end toutes les cinq semaines.

Mais, avec le manque d'effectifs, le nombre d'après-midi, de nuits et de week-ends à faire a augmenté bien sûr : certaines semaines, il y avait jusqu'à 14 absences d'infirmiers sur une cinquantaine au total à l'effectif ! Quant aux interventions, il n'était pas rare qu'elles débordent au-delà de 15 h 30, certaines se terminant vers 21 h. Tout le travail de rangement et de conditionnement des instruments devant alors être fait par les collègues de nuit, soit quatre personnes en tout en ce moment !

La panique, c'est aussi les quelques remplacements d'aides soignants et de brancardiers que la direction a réalisés en embauchant des jeunes à la recherche d'un boulot pour l'été. Sans expérience, certains d'entre eux débarquaient pour la première fois de leur vie dans un bloc. Mais nettoyer une salle d'opération et des instruments chirurgicaux, déplacer un malade de son lit sur une table d'opération et vice versa, cela ne s'improvise pas. La direction s'en moque : c'est la formation sur le tas ! Seule la bonne volonté des uns et des autres réussit à pallier l'irresponsabilité des directeurs.

Bien sûr, cette agitation n'arrange rien quant à l'hygiène. Ainsi des prélèvements sont régulièrement faits sur les robinets, les appareils à tension, les éclairages, les murs, pour suivre l'état des infections : les derniers résultats affichés étaient particulièrement mauvais. Quand les chirurgiens poussent pour faire "avancer", comme ils disent, le programme et tenir les délais dans ces conditions catastrophiques, les microbes, eux, avancent aussi...

Correspondant LO

Cantines Renault Billancourt - 92

Premier avertissement

Dans les cantines d'entreprises, le personnel aussi est victime des marchands de soupe.

A Renault Billancourt la direction avait confié la gestion de ses cantines à sa filiale, la Soresco. Or celle-ci vient d'annoncer qu'elle devenait filiale de la Générale de Restauration.

Au mois de septembre prochain, un plan "social" est prévu à la Soresco : 34 travailleurs iraient directement à la Générale de Restauration ; 100 autres resteraient sur les cantines actuelles de la Soresco. Ces changements impliquent des pertes de salaire, 18 personnes passeraient à mi-temps, le nombre de jours de congés diminuerait, les trois jours de carence ne seraient plus payés. En fait la réglementation serait celle de l'hôtellerie-restauration et non plus celle de la métallurgie.

Refusant ce plan, les travailleurs des cantines de la Soresco se mettaient en grève, mercredi 29 juin, pour la journée.

L'ensemble des restaurants étaient touchés. C'est fou, comme dans ces cas-là la direction de Renault s'intéresse à nous, employés consommateurs des restaurants ! Ainsi ce jour-là elle avait, par l'intermédiaire du service Administration du Personnel, affiché partout qu'il y aurait "*une distribution gratuite de sandwiches et de boissons*" sur les sites "*perturbés*". Mais ceux qui ont mangé de ce pain-là ne risquaient pas de grossir !

Cette journée de grève a montré que le personnel des cantines n'a pas l'intention de se laisser manger à n'importe quelle sauce.

Le 7 juillet les syndicats en réunion avec la direction réclamaient de conserver les conditions de filiale Renault au moins pour ceux qui doivent rester sur les cantines de Billancourt et cela pour une durée de cinq ans. Mais aucun patron n'a garanti quoi que ce soit !

Dans ces conditions, à la rentrée de septembre les travailleurs des cantines sont bien décidés à ré-afficher la grève au menu des restaurants.

France-Paquets (Aulnay-sous-Bois - 93)

EXPLOITATION À LA CARTE

France-Paquets est une de ces entreprises privées disséminées dans les zones industrielles qui font du tri postal. Elle travaille en liaison avec La Poste, avec le matériel de La Poste : en particulier pour des entreprises de vente par correspondance.

Nous sommes 100 à 150 manutentionnaires à y travailler, en équipes fixes (matin, soir, nuit). Mais il n'y a quasiment aucun travailleur embauché en fixe par l'entreprise ! Le travail est fait soit par des ouvriers de La Poste, en plus de leur travail normal, soit (et surtout) par des intérimaires, au nombre de 80 environ. Tous les intérimaires ont des contrats de 1 mois renouvelables pour ceux qui sont suffisamment "rentables" : plus de 20 fois pour certains, ce qui est totalement illégal.

Les conditions de travail sont pénibles. La cadence est donnée par une machine qui remplit les sacs à toute vitesse, et qui fait retentir un certain nombre d'alarmes stridentes. On se croirait en guerre et la précipitation ne peut qu'entraîner des accidents, chutes ou coupures. Tous ont le nez rempli de la poussière des sacs, avec parfois des saignements. Et certains manipulent toute la journée des sacs qui pèsent entre 15 et 30 kg. L'équipe d'après-midi travaille 6 h sans pause, avant de manger. L'équipe de nuit (20 h-5 h) est payée au même tarif que la journée, c'est-à-dire le SMIC horaire.

Le paiement des heures supplémentaires ne se fait qu'au tarif des heures normales, et est étalé sur plusieurs mois. En cas de surcroît de travail, les chefs obligent à venir le samedi, voire le dimanche : "*Si tu refuses, on s'en souviendra en fin de mois*". Par contre, les jours où il y a un peu moins de travail, on nous demande au dernier moment d'embaucher plus tard.

Dans ces conditions, la rage des travailleurs est permanente. Et il y a parfois des actes de rébellion, mais encore individuels et ponctuels.

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans,-à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Taux d'alcool et taux de profit

HYPOCRITES ASSASSINS ET IMBÉCILES

AFP

Il y aura – peut-être – moins d'accidents...

Lounes/Bamma

... mais davantage d'alcooliques !

■ Depuis cette semaine, le taux d'alcool dans le sang au-delà duquel les gendarmes vont pouvoir verbaliser les conducteurs est passé de 0,80 à 0,70 g par litre. Cela réduirait de 50% la fréquence des accidents automobiles dus à l'alcool.

Voilà qui est bien. A condition bien sûr que les contrôles soient suffisamment nombreux pour que la mesure soit effective.

Cela dit, on peut se demander pourquoi on n'a pas baissé à 0,50 g, le taux imposé par les principaux pays européens. Cela irait dans le sens de la législation européenne commune et cela supprimerait peut-être totalement les accidents dus à l'alcool.

Mais le plus bizarre, c'est qu'il y a quelques jours le même gouvernement, la même majorité, ont autorisé à nouveau la publicité pour l'alcool par voie d'affichage. Cela revient d'ailleurs à supprimer pratiquement l'interdiction de cette publicité à la télévision.

En effet, lors des manifestations sportives, tel le Tour de France, ou de tout autre événement, les caméras des différentes chaînes ne pourront s'empêcher de saisir dans leur cadrage les affiches se trouvant là. Rien n'empêchera non plus les annonceurs, prévenus par les organisateurs, d'afficher aux bons endroits.

Autrement dit, d'une main, le gouvernement prend une mesure toute symbolique pour faire croire qu'il mène quand même la lutte antialcoolique et qu'il est soucieux du bien public, et de l'autre main, il inonde d'alcool les jeunes, le public et la population en général.

Et l'alcool n'est pas dangereux que sur la route. Il provoque un grand nombre de maladies graves et il en aggrave d'innombrables autres.

A l'heure où la Sécurité sociale est en déficit et où l'on parle de faire des économies au détriment de la santé publique, le gouvernement, en permettant cette publicité, ajoute aux dépenses de santé : des milliers de journées d'hospitalisation, des milliards de francs de dépenses supplémentaires en médicaments chers ou en examens de laboratoire pour combattre les dégâts dus à l'alcool.

Dans son hypocrisie, le gouvernement dit que c'est pour protéger les producteurs de vin. Allons donc !

Ce ne sont pas les producteurs de vin, et en particulier les petits producteurs de vins de qualité, qui font des grands panneaux de publicité sur nos murs et sur nos routes. A cela, il n'y aurait pas forcément grand-chose à redire car un verre ou deux de bon vin par jour, pour quelqu'un en bonne santé, cela n'est pas mortel.

Mais ceux qui font de la publicité, qui sont-ils ? Ce sont les grandes marques de whisky, ce sont les Pernod et Ricard, ce sont les importateurs de vodka ou de gin de marques connues. C'est-à-dire de produits à forte teneur en alcool ! Ce sont aussi les grandes marques de bières. C'est-à-dire les industriels de la bière. Voilà ceux que le gouvernement protège et encourage.

Bien sûr, la publicité ne nous oblige pas à acheter, mais la publicité fait vendre. Et elle fait vendre de l'alcool et le fait consommer. Par tonnes !

Pendant ce temps-là, le gouvernement peut prendre une mesure hypocrite pour qu'occasionnellement certains automobilistes diminuent leur consommation un moment avant de prendre le volant. Par contre tous les autres pourront s'intoxiquer tout le reste du temps, toujours plus, grâce aux rois de la publicité, amis du pouvoir, les Séguéla et autres.

Les calculs ont sûrement été bien faits entre ce que la ré-autorisation de la publicité va permettre de vendre et ce que les 10 centigrammes d'alcool par litre de sang d'automobiliste vont empêcher de consommer.

Tout ce qu'on peut se dire c'est que ceux qui ont voté cette autorisation sont certes des assassins, mais qu'ils seront sûrement, eux aussi, les victimes directes ou indirectes de la publicité qu'ils ont autorisée. Et si ce n'est eux, ce seront peut-être leurs proches.

Car en plus d'être des assassins, ce sont des imbéciles !

Editorial des bulletins d'entreprises du 11.07.94

Intoxication alcoolique et alcoolémie

En baissant de 10 centigrammes la quantité d'alcool tolérée dans le sang des automobilistes, le gouvernement feint de s'attaquer à la consommation alcoolique.

Mais on nous a dit, répété et re-répété qu'il suffisait de "peu de chose", d'un apéritif et d'un demi litre de vin à un repas, pour un individu moyen, pour atteindre ces 0,70 g.

Et cela laisse supposer que cette quantité-là, ou juste en dessous, est tout à fait normale pour un individu moyen.

Or cela fait un litre pour la journée, plus deux apéritifs. Et si cela permet de conduire avec moins de risques, le risque existe quand même et, de toute façon, pour cette quantité-là, il y a largement intoxication alcoolique et a fortiori si on consomme encore un petit peu d'alcool avant de se coucher, sans prendre le volant, ou si l'on consomme plus que cela quand on ne conduit pas.

Tout s'est passé comme si le gouvernement en avait profité pour faire de la propagande pour la consommation d'alcool.

De plus, si la quantité d'alcool dans le sang peut varier en fonction de la prise d'aliments ou de la corpulence de chacun, cela joue sur la vigilance mais la toxicité reste identique. Que l'on soit gros ou maigre, que l'on boive avant, pendant ou après le repas, la toxicité de l'alcool reste égale.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que la consommation d'alcool exprimée en calories (7 calories par gramme) doit rester inférieure à 10 % de la ration calorique journalière. Si l'on veut s'exprimer autrement, cela fait un verre de vin ou deux par jour, ou l'équivalent en bière, pour une ration quotidienne de 2 000 calories.

C'est peut-être un peu tout cela que les médias auraient dû dire à cette occasion.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995